

IALE

5,000,000.00  
5,776,000.00  
7,880,000.00en département  
eurs examinent  
s.  
ires lors de sa

ouveau-Brunsw.

le Vaunois, France),  
DIABÈTE,  
IE, ESTO-  
ES et toutes  
bles.DES PLANTES  
ou anglais.T MARINS  
Montréal...

ins incultes

mes les pionniers  
irs argentés par-  
TIONAL LIVE  
première qualité,  
beaucoup sur leplus, nous tenons  
ne année entière,  
t alors de nos 34  
ure, sont parfaite-  
ter vos couples en

s. Johan Beetz,

ILO

S  
PIONautorités du  
griculture.

et moins dis-

t autre

T A CROUPE.

IN ROUGE

es "Champion" est

peut trop apprécier

os laitiers une nour-

nt tout l'hiver et le

tue la nourriture la

ps que la meilleure.

e produisent le lait

EUR

igeront directement

bénéficieront d'un

iveront les dépenses

agent.

RATUIT

ages d'un bon Silo

cription parfaite du

OURD'HUI

NEAU

QUEBEC.

## ADMINISTRATION ET PUBLICITE

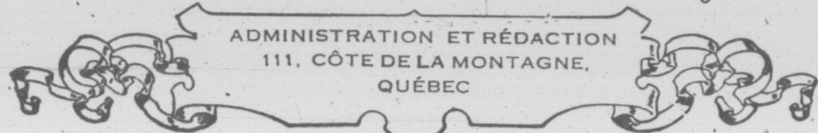
Abonnement payable d'avance.

Canada— Excepté cité de Québec. \$1.00  
Cité de Québec et pays étrangers. 1.50  
Pour les Sociétaires de la Coopéra-  
tive Fédérée de Québec et de la  
Société des Jardiniers-Maraichers 75cTarif des annonces 15c. la ligne. Annonces  
classifiées 25 mots, 50 sous par insertion,  
plus un sou par mot additionnel au-dessus  
de 25 mots, minimum, 50 sous.Pour abonnement et annonces écrire au  
"Bulletin de la Ferme", Limitée, 111 Côte  
de la Montagne, (Edifice Morin) Québec.  
Case postale 129.—Tél. 2-4297.

## LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès

ORGANE OFFICIEL DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC  
et de la Société des Jardiniers-Maraichers de la Province de Québec

Volume XV—Henri Gagnon, Président

LE 21 AVRIL 1927

Frs. Fleury, Gérant—Numér p 15

Québec, 21 avril, 1927.

TOUJOURS EN AVANT  
Encore au blanc

Sur les instances de la Société des Jardiniers-Maraichers et à la sollicitation du Ministère provincial de l'Agriculture, la Coopérative Fédérée a cru devoir entreprendre, ce printemps, la classification et la vente d'un nombre limité de productions maraichères.

Pour mener à bien cette entreprise, elle a déjà retenu les services d'experts de haute renommée, s'est assurée de la coopération des officiers fédéraux et provinciaux concernés et a organisé un système de classification et de vente qui répondra sûrement aux exigences du commerce en gros. Bref, elle a mis en œuvre tous les facteurs de succès qui dépendent d'elle.

Quelle que soit l'efficacité de son organisation, elle ne réussira cependant à s'emparer graduellement, chez nous, du commerce en gros des légumes—au profit presque exclusif des maraichers—qu'à la condition que ceux-ci soient bien résolus d'avance à suivre à la lettre ses indications, à lui accorder leur entière confiance, à la seconder sans relâche et à la défendre, au besoin, comme étant la seule libératrice qui puisse présentement les délivrer du joug de la concurrence étrangère.

En acceptant d'étendre sa sphère d'activité dans un nouveau domaine, non seulement elle s'impose un surcroît de travail, s'attire de nombreux ennuis et assume d'onéreuses obligations, mais encore, elle engage son crédit et sa réputation en faveur de ceux à qui elle tend une main secourable, sans autre garantie de leur part que celle d'escompter leur probité, leur coopération et leur loyauté. C'est bien le moins qu'elle puisse attendre des diverses catégories de producteurs qui s'adressent à elle, souventes fois en désespoir de cause, pour refaire la réputation compromise de leurs productions; car plus ils se montreront honnêtes, coopérateurs et loyaux à son égard, plus elle sera en mesure de se créer de la renommée et de la demande pour les produits qu'on lui confiera, et meilleurs seront les prix de vente.

Puisque d'une part, ce sont les producteurs mêmes qui font la réputation de leurs produits et que, d'autre part, ce sont les produits de qualité qui commandent les plus hauts prix, il est donc de l'intérêt et du devoir de tous et chacun de ceux qui désirent vendre par son entremise, de ne lui procurer—d'une façon régulière et constante—que des produits de choix. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra établir un commerce stable et lucratif, opérer les merveilleuses transformations qu'on attend d'elle et continuer de se maintenir toujours en avant, au bénéfice de ses administrés.

\* \* \*

Au moment où la Coopérative Fédérée va se mettre encore au blanc en s'attelant à la tâche ingrate de se créer une nouvelle clientèle et de satisfaire à la fois le producteur, l'acheteur et le consommateur, nous croyons fort à propos de mettre les cultivateurs en garde contre le manque de confiance dont un trop grand nombre d'entre eux font preuve, à l'égard de leurs associations professionnelles ou commerciales. Il se manifeste d'ordinaire par leur répugnance à vendre en consignment, par la crainte qu'ils éprouvent de ne pas toucher tout leur dû et surtout par les critiques et les accusations généralement gratuites qu'ils s'empressent de faire ou de porter contre l'administration, s'il survient une simple erreur, un moindre retard ou une bénigne déception. Cette défiance vis-à-vis de ceux à qui l'on confie ses intérêts, provient d'un manque de confiance en soi-même. Aussi les plus défiants sont-ils toujours les plus exigeants. Elle est le plus grand mal qui afflige toutes les associations dont elle entrave le développement, paralyse l'action quand elle ne va pas jusqu'à compromettre leur existence.

En effet, nos sociétaires ne semblent pas se rendre compte que leur appui moral est encore plus essentiel au succès de l'œuvre poursuivie par leur société, que leur appui financier. C'est pourtant cet appui moral, cette confiance inébranlable en eux-mêmes et en leurs associations qui fait la force de nos plus gros compétiteurs étrangers.

Si donc, au lieu de prendre les coopératives de vente de produits agricoles pour des corporations financières, on les considérerait plutôt ce qu'elles sont en réalité: de véritables associations de bienfaisance dont la fin ultime est de protéger les intérêts et d'améliorer les conditions d'existence des membres coopérateurs, moyennant le modique pourcentage destiné à défrayer l'administration; si, au lieu d'accabler celle-ci de critiques démoralisantes à propos de tout et de rien—à l'instar de celui qui battrait la poule aux œufs d'or parce qu'elle ne les pondrait pas tous d'égale grosseur—, on la secondait et l'encourageait plutôt dans la lutte qu'elle doit livrer à la concurrence de même qu'aux froussards qui cherchent à la "boycotter" pour mieux exploiter ensuite la classe agricole; si enfin, on accordait autant de confiance à la Coopérative Fédérée qui a fait ses preuves, qu'on en met parfois en ces chevaliers d'industrie qui vivent aux dépens de ceux qui les ont gobés, après les avoir soulagés de leurs épargnes, il lui deviendrait alors possible d'entreprendre la vente de toutes nos productions, de supplanter nos plus redoutables concurrents sur nos propres marchés, et de trouver, au dehors, des débouchés avantageux pour le surplus de tous nos produits.

Puisse le groupe d'élite de jardiniers-maraichers en faveur duquel la Coopérative consent à se mettre au blanc, persévérer dans leurs excellentes dispositions actuelles, et faire dans l'avenir tout ce qui dépend d'eux pour assurer le succès de cette nouvelle entreprise!

## Notre domaine agricole

La terre de chez-nous est vivante et prospère

M. G.-E. Marquis, chef du Bureau de la Statistique provinciale, dont la compétence ne saurait être mise en doute par personne, vient de donner à la presse des données précises sur les progrès accomplis dans le domaine agricole de la province de Québec depuis dix ans.

Il renverse d'abord d'une chiquenaude l'échafaudage élevé par les patriotes à rebours, qui pour servir des fins politiques s'en vont clamant partout que la terre de chez-nous se meurt d'inanition. Ce n'est pas vrai, et M. Marquis le prouve, chiffres en mains; il établit non seulement que nous n'avons pas rétrogradé, mais encore que nous ayons depuis dix ans fait des progrès remarquables.

Pour trouver des termes de comparaison équitables, nous ne nous arrêtons pas aux années de la grande guerre, qui ont connu une prospérité factice, anormale dans tous les domaines.

Comparer ce que fut notre agriculture durant ces années-là avec ce qu'elle est aujourd'hui, c'est manquer de bonne foi, s'appuyer sur des données fausses pour prouver une thèse malhonnête.

Pour être juste et connaître la vérité vraie, comme dirait Baptiste, nous devons ignorer cette période où toutes les affaires étaient boursoufflées, et nous reporter aux années d'avant la guerre.

## REDACTION ET COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.

Elle est rédigée par un comité de techniciens et de praticiens agricoles, assisté de collaborateurs occasionnels et de correspondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est sujette au contrôle du directeur.

La correspondance concernant la rédaction doit s'adresser au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Case postale 129, Québec.

21

21

21

(Suite à la page 309)